

RRFA NON à un marché de dupes
page 3

Combat féministe
page 4-5

En finir avec le règlement Dublin
page 6

14 juin 2019

grève des femmes

Luttons pour l'égalité



Votations

19 mai

RECOMMANDATIONS DE VOTE DU POP

Loi fédérale du 28 septembre 2018 relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA)

NON

Arrêté fédéral du 28 septembre 2018 portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise de la directive (UE) 2017/853 modifiant la directive de l'UE sur les armes

OUI

Vous pouvez suivre les activités du PoP sur:



Facebook



Twitter



Instagram



Youtube

www.popvaud.ch



Edito
par **Marc Vuilleumier**

Uber gagne 3 – 0 grâce au Grand Conseil

Le propos n'est pas de critiquer sans discernement les nouvelles technologies. Le propos est encore moins d'emboîter l'admiration béate de certains/es pour ces mêmes technologies. Il y a toujours des hommes et des femmes même au milieu de ces technologies. Les députés/ées vaudois, dans leur grande majorité, l'ont oublié en votant une nouvelle loi sur les taxis, loi que l'on peut désormais appeler « loi Uber ».

Le POP s'est battu pour que le métier de chauffeur de taxi, souvent exercé par des personnes de condition modeste, soit considéré comme un vrai métier nécessitant une formation professionnelle digne de ce nom : cadre légal, conduite écologique, topographie, transport de personnes en situation de handicap ou au comportement difficile auraient pu en être quelques éléments. Le Grand Conseil a refusé cette proposition de formation car Uber se moque éperdument du métier et des personnes qui l'exercent, mais n'est intéressé que par la taxe qu'il encaisse à chaque course. Uber 1 – Chauffeurs professionnels 0.

Le POP s'est aussi fortement engagé pour que les communes urbaines, là où il y a le plus de travail dans le domaine du transport, garde des prérogatives pour réglementer l'activité de tous les taxis en préservant les intérêts des chauffeurs professionnels. Le Grand Conseil n'en a pas voulu non plus. Le Conseiller d'Etat genevois Poggia a affirmé, il y a peu, qu'il fallait arrêter l'invasion barbare d'Uber. Les députés vaudois ne l'ont pas

suivi. Les villes, notamment Lausanne et sa région, seront envahies en empêchant les vrais professionnels de gagner leur vie normalement. Uber 2 – Chauffeurs professionnels 0.

Uber s'est aussi distingué, dans notre canton, en Suisse et à l'étranger, de ne pas respecter les lois et règlements, se moquant, notamment, des autorités communales et cantonales de notre canton. Dans le projet du Conseil d'Etat, pas un franc n'est prévu pour le contrôle sur le terrain. Cela arrange bien Uber qui mène désormais 3-0.

Le modèle économique, illustré notamment par Uber, est un désastre social et économique : précarisation, promotion des petits boulots d'appoints, pas de garantie de l'emploi, possibilité de ne plus donner de courses à un chauffeur sous divers prétextes, sécurité sociale déplorable, fiscalité quasi inexistante en sont quelques exemples.

C'est ce modèle économique que le POP combat en affirmant que les travailleurs/euses doivent pouvoir vivre de leur métier et bénéficier de conditions sociales acceptables. L'intérêt des consommateurs n'est pas seulement de payer le moins possible mais, aussi, de contribuer à ce que ceux à qui ils demandent un service puissent en vivre dignement.

Uber et ses autres consoeurs continuent à marquer des buts !

**Marc Vuilleumier – député
au Grand Conseil vaudois**



Sourire en coin

par **Michel Bühler**
Amusant...

S'il ne tenait qu'à moi, depuis vingt ans qu'il est contesté, il y a longtemps qu'on aurait abandonné ce projet, et je n'aurais pas à revenir dessus, au risque de paraître radoter. Je parle du parc d'éoliennes industrielles que Romande Energie s'obstine à vouloir construire sur les hauteurs de Ste-Croix.

Il devait compter sept unités. Il est réduit maintenant à six machines: le promoteur, admettant qu'elle était trop proche du village, a renoncé à la première d'entre elles. Cela, c'était juste avant que la population soit appelée à se prononcer sur ce parc. Ce qui est amusant, c'est que depuis on a construit un nouvel EMS. La distance qui le sépare de l'éolienne No 2 est la même qu'entre celle qu'on a supprimé et les habitations, à 12 mètres près. Il n'est pourtant pas prévu d'abandonner cette No 2: eh, il n'y a pas de consultation populaire en vue!

Amusantes aussi les mesures annoncées pour protéger le grand tétras: dans la région où il niche, la circulation est désormais interdite du 15 décembre au 31 mars. Formidable!... sauf que, dans cette zone forestière, les routes, pas déneigées, sont déjà impraticables en hiver! Et pour compenser l'abattage prévu de 4000 m² d'arbres, on va «reboiser» une ancienne piste de ski... qui s'est reboisée naturellement toute seule depuis belle lurette.

Amusant enfin le nouvel atlas des vents rendu public en février 2019 par l'Office Fédéral de L'Energie (OFEN)¹. Jusqu'à maintenant, les promoteurs basaient leurs prévisions de production sur leurs propres études, que confirmait un atlas des vents publié en 2016. Plus élaboré, plus précis que ce dernier, le document de cette année apporte une bouffée d'air frais aux opposants.

Pour la plupart des parcs du canton, la vitesse des vents est revue à la baisse. Pour celui de Ste-Croix, cette vitesse passe d'une ancienne fourchette comprise entre 5,6 et 5,9 mètres par seconde à une nouvelle fourchette prévoyant des vents compris entre 3,9 et 5,0 m/s.

Cette baisse de vitesse qui peut sembler de peu d'importance a des conséquences considérables. En effet, la production d'une éolienne est fonction du cube de la vitesse du vent. Il a toujours été claironné que la production annuelle du parc sainte-croix atteindrait 22 millions de kWh. Avec les chiffres actualisés de l'OFEN, cette production tombe à environ 11 millions de kWh.

La Municipalité de Ste-Croix s'est empressée de délivrer le permis de construire de ce parc, à peine on le lui demandait. On lui avait fait miroiter qu'en échange du saccage de notre région on installerait une Ferrari sur nos crêtes... et voilà qu'il s'agira à peine d'une poussive 2CV! Puisque les chiffres qu'on lui a fournis pour prendre sa décision étaient faux, le bon sens voudrait qu'elle le reconnaisse et, revenant sur son erreur, qu'elle annule ce permis de construire.

On attend sa réaction avec un brin d'amusement.

¹<https://www.uvek-gis.admin.ch/BFE/storymaps/EE-Windatlas/?lang=fr>

RIE3, RFFA, NON C'EST NON !

Le parlement fédéral a accepté un nouveau paquet sur réforme de la fiscalité des entreprises, suite au rejet de la RIE 3 en février 2017. Sur le plan fiscal, la RFFA n'est rien d'autre que la soeur jumelle de la 3ème réforme de l'imposition des entreprises, RIE 3. En plus d'être une légère moquerie démocratique à l'égard de la majorité de suisses qui avait clairement refusé ces cadeaux fiscaux, la RFFA va encore péjorer les finances publiques, avec les conséquences que l'on connaît (austérité et hausse d'impôt pour les personnes physiques).

Ce n'est un secret pour personne, la Suisse est dotée d'avantages conséquents en matière de concurrence fiscale internationale. Comme le secret bancaire, l'Union européenne n'en veut plus. Au lieu de veiller à ce que les entreprises paient elles aussi une contribution adéquate pour les missions du service public et d'axer la réforme de l'imposition des entreprises de façon ciblée sur les entreprises internationales privilégiées, le Parlement a réitéré sa volonté d'accorder de nouveaux privilèges à tous les types d'entreprises et actionnaires et de baisser massivement l'imposition sur le bénéfice des entreprises (de 13.7% à 8.3%). Et ce, alors qu'aujourd'hui, la plupart des PME ne déclarent pas de bénéfices.

Elles ne seront donc même pas touchées par la réforme. À cela s'ajoute une série de mécanismes visant à encore réduire les contributions de ces grandes entreprises (patent box, intérêts notionnels, etc).

En contre partie, le paquet prévoit un financement supplémentaire de l'AVS, dont ne bénéficieraient ni les retraités

De par l'anticipation cantonale de la RIE 3, que nous avons été les seuls à combattre, des villes comme Gland, Rolle et maintenant Lausanne présentent des comptes déséquilibrés.

actuels ni les retraités futurs. Une partie non-négligeable du financement proviendra des travailleurs eux-même par l'augmentation des charges sociales. Soyons clairs, cette provision ne nous mettra en aucun cas à l'abri d'une future proposition visant à augmenter l'âge de la retraite,

la droite et le patronat y travaillent déjà.

La suite est connue, des coupes dans la santé, l'éducation, la recherche ou encore les prestations sociales sont au programme. De par l'anticipation cantonale de la RIE 3 fédérale, que nous avons quasiment été les seuls à combattre, des villes comme Gland, Rolle et maintenant Lausanne présentent des comptes déséquilibrés. Les finances cantonales ne sont pas en reste ; le canton de Neuchâtel projette de fermer la Haute école de Musique et doubler les frais d'écologie pour des écoles professionnelles. Le canton de Lucerne, quant à lui, a carrément fermé les écoles pendant une semaine supplémentaire pour réaliser des économies... En cause : « la baisse de l'impôt sur le bénéfice des entreprises », pile poil ce qui est prévu, et de manière conséquente, dans cette nouvelle réforme RFFA.

Le PST-POP, les Jeunes POP Suisse avec la gauche hors-PS et les milieux syndicaux avaient lancé le référendum. Votons massivement NON à ce marché de dupes qui ne profitent qu'à une poignée de privilégiés !

Luca Schalbetter

Feu aux armes !

À nouveau de la poudre aux yeux. Certains milieux de tireurs téléguidés par l'UDC, veulent nous aveugler avec leur référendum qui s'oppose à une réglementation plus stricte des armes à feu notamment les semi-automatiques.

L'automne passé, les deux chambres fédérales, ont adopté l'arrêté visant à reprendre les directives européennes en matière de contrôle des armes. Dans leur référendum les opposants traitent cette loi de dangereuse et d'anti-suisse. En réalité elle ne vise qu'à mieux contrôler le commerce des armes, à lutter contre les armes en libre-service qui ne profitent qu'aux criminels, aux terroristes et aux paramilitaires de toutes sorte. Soyez rassurés tireurs/euses sportifs et chasseurs/euses ! Vous continuerez à avoir accès, sans aucun problème, à votre chère passion.

Et surtout n'oublions pas que notre pays a, depuis longtemps, une mission bien plus noble à défendre :

S'opposer à ce référendum c'est affirmer notre volonté d'œuvrer pour la paix, pour notre sécurité, contre la violence armée, contre le commerce qui n'enrichit qu'une minorité sans scrupules !

Silvio Torriani

*Renens, place du Marché,
samedi 8 juin 2019
de 9h à 16h*

Grand marché aux puces et foire aux livres

Risotto ticinese à midi

Organisation : **Fourmi rouge - POP**

Incroyable, c'est le "truc" que je cherchais depuis si longtemps!" Le nombre de fois que nous avons entendu cette tirade devant nos stands couverts de vaisselle, bibelots, meubles, livres, tableaux... Venez, vous aussi, découvrir nos petits et grands trésors à des prix qui raviront toutes les bourses.

Féminisme : interview croisée de 2 militantes

En cette année de la grève des femmes, qui se déroulera le 14 juin prochain, Lara, militante de 19 ans et Christiane, militante de 81 ans, nous parlent de leur façon d'appréhender le féminisme dans la vie comme dans le parti.

Quand est-ce que tu t'es rendu compte qu'il y avait une inégalité entre les hommes et les femmes?

Christiane Jaquet. : J'avais 7 ans et c'est mon père qui me l'a fait remarquer. Il allait voter et m'a dit « Je vais voter, je suis le seul à pouvoir le faire, ta maman ne peut pas mais toi tu pourras plus tard, tu verras, on va faire des progrès ». Mais même s'il était progressiste, ça n'allait pas jusqu'au partage des tâches ménagères. Cela n'entraînait pas dans l'égalité. C'était tellement ancré comme naturel que certaines femmes acceptaient la situation sans y penser.

Lara Zender. Il n'y a pas eu de moments précis, c'est surtout en voyant le sexisme ordinaire comme le partage des tâches ménagères, ce qui n'a donc pas changé depuis l'époque de Christiane.

Quel est le premier combat féministe qui t'a donné envie de t'engager?

C.J. : L'égalité de salaire. Quand j'ai commencé dans l'enseignement, j'ai naïvement pensé que j'étais payée comme mon collègue masculin, qui faisait exactement le même travail que moi. Mais j'ai vite découvert qu'il était beaucoup plus payé que moi. J'ai d'ailleurs cru qu'il y avait une erreur et dans ma grande naïveté j'ai téléphoné au département pour la leur signaler. On m'a très sèchement expliqué que c'était comme ça. Les protestations se firent jour, un collègue, Fernand Petit député popiste, mena une lutte exemplaire à mes yeux tant à la société pédagogique vaudoise (SPV) qu'au Grand Conseil pour l'égalité salariale, mais ce fut long et difficile.

L.Z. : Il n'y a pas un combat particulier, je suis d'abord entrée aux Jeunes POP et c'est à travers les combats de cette section que j'ai commencé mes luttes pour les revendications féministes.

Selon toi Lara, qu'est-ce qui a été le plus dur dans le combat féministe de Christiane?

L.Z. : Je pense que c'est le fait de voir

des femmes qui ne voulaient pas de l'égalité. J'ai vu il y a pas longtemps le film « De la cuisine au parlement » (NDLR: film sur l'obtention du droit de vote des femmes) et il y a dedans des femmes qui sont contre le droit de vote pour les femmes. Je pense que c'est ça le plus dur, de ne pas se sentir soutenue par son propre genre.

Christiane tu confirmes?

C.J. : Absolument!

Et pour toi Christiane, qu'est ce qui est le plus dur dans la lutte féministe de nos jours?

C.J. : Je pense que c'est toujours l'égalité salariale. En tant que présidente de l'AVIVO, je vois bien à quel point les femmes qui ont gagné moins d'argent, qui ont travaillé à temps partiel ou qui n'ont pas deuxième pilier, le paient très lourdement au moment de la retraite.

Lara tu confirmes?

L.Z. : Je pense qu'il y a ce problème mais pour moi c'est surtout d'entendre des paroles telles que « mais maintenant c'est bon, il y a l'égalité » ce qui fait que les luttes paraissent moins importantes et qu'on se fait très vite taxer d'extrémistes. Nos luttes sont donc beaucoup moins prises au sérieux.

Christiane, toi qui milites depuis longtemps tu as quand même vu passer certaines avancées. Laquelle a le plus changé les choses selon toi?

C.J. : Je parlerais du congé maternité. Ce fut très long et très difficile, il fallut s'y prendre à plusieurs reprises mais maintenant c'est un strapontin pour un congé paternité, c'est donc une avancée qui en amène une autre. Mais je me souviens bien évidemment de l'obtention du droit de vote des femmes et des débats très vifs et parfois insultants. Il y avait quelque chose d'assez humiliant de voir les femmes attendre humblement leur mari devant le bureau de vote. qui allait décider si elles

pouvaient voter. Mais la victoire fut fantastique, et finalement mon père avait raison, on y est arrivé.

Et comment voyez-vous le Féminisme au POP?

C.J. : Quand je suis rentrée au POP on m'a tout de suite fait confiance, un accueil qui m'a plu. J'ai aussi beaucoup apprécié qu'on ne me renvoie pas à une section femmes, puisqu'il y n'y en a pas au POP. Avant d'entrer au POP, j'avais jeté un œil au PS et on a tout de suite voulu me faire entrer dans la section femmes.

L.Z. : Moi je viens de la section des Jeunes POP de Neuchâtel dans laquelle on était une majorité de filles, y compris aux postes à responsabilités. Et comme Christiane j'ai aussi eu le sentiment qu'on m'a tout de suite fait confiance, que ma parole était écoutée au même titre que celles des hommes. Je ressens vraiment qu'au parti on est camarades avant tout et ensuite on est un homme ou une femme. C'est aussi un parti qui présente des grandes figures féminines aux élections depuis toujours. Et pour les sections femmes j'ai l'impression que c'est un moyen de dire qu'on donne la parole aux femmes mais pour moi il s'agit d'une mise de côté et le danger c'est qu'on renvoie tous les sujets dit « femmes » à cette section alors que ce sont des sujets de société qui concernent tout le monde.

Une dernière chose à ajouter?

L.Z. : Que j'en ai marre d'être traitée d'hystérique par certains hommes dès que je m'engage pour une cause.

C.J. : Ça, on l'apprend très vite en politique. Il faut trouver le ton, ne pas tenter d'imiter les hommes. La sincérité, les convictions, les indignations et les arguments des femmes n'en ont que plus de poids. Ou en usant de l'humour et de l'ironie par exemple, une aide appréciable.

Interview réalisée par Céline Misiego

IMPRESSUM - Journal du POP vaudois & Gauche en mouvement

Rédaction : Chauderon 5, 1003 Lausanne / **Téléphone** : 021 312 06 76 / **Fax** : 021 312 06 97 / **E-mail** : info@popvaud.ch / **Responsable** : Christophe Grand / **Tirage** 10'000 exemplaires / **CCP Résistance** 10-769952-7 / **Abonnement annuel** : 25 Frs / **Abonnement de soutien** : 40 Frs / **Comité de rédaction** : Céline Misiego, Amanda Ioset, Marc Vuilleumier, Michel Bühler, Christophe Grand, Luc Schalbetter, Paris Kyritsis, Pierre Jeanneret, Silvio Torriani / **Mise en page** : Christophe Grand / **Dessin** : Megan Hefti

Être femme et paysanne en Suisse

En Suisse, trois femmes de paysans sur quatre n'ont pas de salaire. Analyse des enjeux avec Michelle Zufferey, secrétaire du syndicat Uniterre

Dans la Suisse de 2019, les femmes représentent 36% de la main d'œuvre agricole. Or, trois paysannes sur quatre ne sont pas rémunérées pour leur travail et ne cotisent donc pas pour l'AVS selon les chiffres de l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales (USPF). A l'heure de la retraite, nombreuses sont donc celles qui doivent se contenter du minimum de base pour vivre. Cette situation peut s'avérer très problématique notamment en cas de divorce, d'invalidité ou encore en cas de maternité.

Michelle Zufferey, secrétaire du syndicat paysan Uniterre, juge cette situation préoccupante et précise qu'elle s'inscrit dans un contexte plus général : « Le nombre de femmes non déclarées dans le domaine de l'agriculture est impressionnant en Suisse mais cela est le cas plus généralement dans toutes les PME, où les travaux de secrétariat par exemple ne sont pas pris en compte ». Selon elle, des améliorations sont nécessaires afin que le travail des femmes et des hommes soit reconnu et déclaré car elles-ils contribuent de manière décisive au bon fonctionnement de l'entreprise agricole.

Avancées dans la politique agricole 2022

Dans son rapport pour la politique agricole 2022, le Conseil Fédéral se montre préoccupé de cette situation et souhaite augmenter le nombre de femmes déclarées à l'AVS. Cette initiative est saluée par Uniterre, « cela n'est pas allé de soi mais découle certainement du travail de sensibilisation mené depuis une dizaine d'années par des organisations comme l'USPF ou Agridea » selon Michelle Zufferey.

Le Conseil Fédéral propose notamment que les paiements directs soient liés au versement de prestations sociales, ce qui ne serait pas idéal : « les paiements directs sont liés à des prestations que fournissent les paysans en termes de paysage et de protection de la nature et de bien-être animal. Il faut que cela reste le cas. La rémunération des femmes devrait devenir obligatoire mais elle ne devrait pas être liée aux paiements directs car cela fonctionnerait comme une punition pour les exploitations agricoles dans un contexte déjà difficile » explique Michelle Zufferey.

Selon la secrétaire d'Uniterre, il faudrait aussi faire un travail de sensibilisation auprès des femmes afin qu'elles revendiquent leurs droits. Cela doit passer par les écoles d'agriculture mais également par une sensibilisation des conseillers agricoles et les fiduciaires. Amener le sujet lors des remises d'exploitations devrait par exemple faire partie de leurs responsabilités. Car à l'heure actuelle, les femmes sont dans la majorité des cas perdantes.

J'espère que les femmes paysannes iront dans la rue le 14 juin pour montrer qu'elles font un travail essentiel et qu'elles ont un rôle déterminant dans l'agriculture

Contre la pression sur les prix

Selon Michelle Zufferey, cette problématique de la rémunération juste des agricultrices s'ancre dans un contexte plus large de forte pression sur les prix des produits agricoles. Afin de lutter contre ce phénomène qui précarise de nombreux paysans, il s'agirait d'agir à une échelle plus large, celle de la filière agricole dans son ensemble.

Dans les nombreuses analyses que réalise Uniterre, il ressort que la pression sur les prix a trois causes principales. En premier lieu, la volonté de produire toujours plus, en parallèle au phénomène de concentration des exploitations mettent les paysans sous pression. Or, selon Uniterre il a de la place en Suisse pour davantage de petites exploitations qui offriraient plus de places de travail correctement rémunérées.

Ensuite, les traités de libre échange peuvent s'avérer dangereux. « Les traités de libre échange devraient être réalisés si et seulement si des analyses approfondies de leurs conséquences économiques, sociales et environnementales sont menées

en amont » considère Michelle Zufferey.

Finalement, l'omnipotence des multinationales de l'agroalimentaire fait peser le rapport de force en leur faveur au détriment des producteurs. C'est pour cette raison qu'Uniterre soutient fortement l'initiative pour des multinationales responsables, qui permettra également d'améliorer la situation des producteurs en Suisse.

La nécessité d'une souveraineté alimentaire

L'initiative pour une souveraineté alimentaire lancée par Uniterre et refusée par le peuple en 2018 visait précisément à agir sur ces trois causes afin d'alléger la pression sur les prix. « En assurant une meilleure maîtrise de la filière agricole, de la production à la commercialisation, on offre aux producteurs une meilleure rétribution » explique Michelle Zufferey. Elle ajoute que, au-delà des aspects techniques, le concept de souveraineté alimentaire met en avant l'équité et le respect de l'autre, une juste rémunération des paysannes viendrait donc de soi dans ce contexte.

Si la souveraineté alimentaire a été refusée au niveau Suisse, elle a été très bien accueillie dans les cantons romands, avec 57% de oui dans le Canton de Vaud notamment. C'est pourquoi, afin de répondre tant aux enjeux agricoles que ceux liés à la rémunération des paysannes, le POP Vaud souhaite prolonger le débat et milite pour une souveraineté alimentaire au niveau régional ou cantonal. Les contours d'une telle initiative restent à déterminer mais la réflexion est actuellement en cours.

Michelle Zufferey espère que la grève des femmes du 14 juin 2019 permettra de mettre en avant cette problématique : « J'espère que les femmes paysannes iront dans la rue le 14 juin pour montrer leur solidarité avec les autres femmes de Suisse, d'Europe et du Monde. Pour montrer qu'elles font un travail essentiel et qu'elles ont un rôle déterminant dans l'agriculture »

Paris Kyritsis

En finir avec le règlement Dublin

La Suisse applique le règlement Dublin depuis décembre 2008, soit un peu plus de dix ans. Pendant cette période, elle a renvoyé environ 30'000 personnes vers d'autres États européens, sans examiner leurs motifs d'asile et sans se soucier des conditions de vie qui les attendaient. Elle en a « reçu » cinq fois moins en retour, ce dont les autorités se félicitent régulièrement. Profiter des aspects les plus répressifs de la construction européenne pour se décharger de ses responsabilités sur d'autres pays, nos autorités sont excellentes à ce jeu-là !

Répetons une fois de plus ce qui devrait être une évidence : Dublin, n'est pas un système de coopération entre les pays, mais un système du chacun pour soi, où chaque État cherche avant tout à pister les demandeurs d'asile dans le but de pouvoir en renvoyer un maximum possible. Dans un tel système, l'histoire de la personne qui a fui son pays et qui arrive chez nous ne compte pas. Les raisons de sa fuite, son besoin de protection, ses particularités... tout cela est secondaire. Ce qui a de l'importance, c'est uniquement de savoir par où cet-

te personne est arrivée, car peut-être alors, les autorités migratoires (le SEM) et cantonales (chargées de l'exécution des renvois) auront une chance de s'en débarrasser.

Du point de vue internationaliste qui est celui du PST-POP, on peut faire deux remarques à ce sujet.

Premièrement, le capitalisme traversant une crise profonde, les rapports de domination Nord-Sud s'accroissent, tout comme leurs corollaires que sont la guerre, la misère, l'exploitation exacerbée des peuples du Sud par des multinationales toutes-puissantes. Cette réalité pousse vers le chemin de l'exil des dizaines de millions de personnes, dont une petite minorité fait le voyage jusqu'en Europe, et une plus petite minorité encore arrive en Suisse. En tant qu'internationalistes, nous sommes solidaires de ces personnes et nous voulons qu'elles soient respectées et qu'elles cessent d'être discriminées. Supprimer le règlement Dublin serait un premier petit pas dans le bon sens.

Deuxièmement, il n'y a rien à attendre de positif sur ce plan de la part de l'Union européenne qui a montré depuis sa création qu'elle n'est capable ni de remettre en question son caractère impérialiste (sa raison d'être) ni sa gestion répressive et militaire des frontières extérieures. Un autre type de coopération entre les États (tous les États) est nécessaire tant pour réfléchir à la manière de gérer autrement les migrations forcées que pour développer des rapports internationaux plus égaux, qui excluent pour de bon la guerre et l'ingérence des grandes puissances dans les affaires internes des États moins forts.

Aujourd'hui, accueillir le plus dignement possible nos frères et sœurs qui fuient les dégâts causés par l'impérialisme, ce qui implique de sortir du système Dublin. Demain, construire un nouvel ordre international dans lequel personne ne sera contraint de fuir son pays. Voilà en résumé, ce pour quoi se bat le PST-POP.

Amanda Ioset

Venir d'ailleurs et s'engager au POP...

Nombreuses sont les personnes militant au POP qui ont fait l'expérience de la migration. Nous présentons ici le portrait de deux de nos camarades venus d'ailleurs.

Diana Marcela Martínez, sociologue, membre du comité directeur du POP Vaud. Elle a commencé à militer en Colombie, un pays où plus de 500 leaders sociaux ont été assassinés au cours des deux dernières années. Elle s'engage pour une Colombie moins inégale et plus démocratique, contre le racisme et les préjugés auprès de l'association Opre Roms, pour l'égalité des genres et pour une relation respectueuse avec l'environnement.

Pourquoi je m'engage au POP ?

« Je milite au POP, pour prendre le risque de réfléchir avec d'autres personnes et proposer des solutions à la

crise économique et humanitaire à laquelle nous conduit un système comme le néolibéralisme. »

Est-ce que mon parcours migratoire a influencé mon engagement politique ?

« Nous sommes des animaux sociaux. Le contexte (les politiques, notre entourage, l'école, etc.) va toujours nous construire. Être femme, de gauche, migrante née en Colombie, ainsi que mes expériences de vie expliquent en partie mes engagements et ma vision du monde, qui est en fait toujours optimiste. »

Abdeljelil Dhari, juriste et militant des droits de l'homme, je m'engage à la création de permanences juridiques au sein du POP Vaud. En 2013, ce camarade tunisien a décidé de prendre le chemin de l'exil vers la Suisse, suite à la liquidation de Maître Chokri Belaid par des milices islamistes extrémistes. Lui et sa famille ont subi de nombreuses menaces et du harcèlement, suite à quoi ils recevront un visa humanitaire. Abdeljelil est actif dans la section vaudoise de la ligue suisse des droits de l'homme et avec le groupe de juristes romands d'Amnesty international.

Pourquoi je m'engage au POP ?

Depuis mon arrivée en Suisse, j'ai voulu faire de l'action politique dans un parti, un outil d'intégration. C'est pour cette raison que j'ai commencé à assister aux réunions de différents partis, pour finalement intégrer le POP pour deux raisons :

- Le POP donne une importance à l'exercice des droits politiques pour les étrangers, surtout au niveau local, et contrairement aux autres partis il n'utilise pas cet argument comme façade.

- Le POP est aux côtés des marginalisés et des exclus.

Retour sur les élections du Conseil d'Etat

Une campagne axée sur les classes populaires et les travailleurs/euses qui a séduit.

Après presque trois mois de campagne pour la complémentaire du Conseil d'Etat, nous sortons satisfaits de la mobilisation menée et du résultat final bien que la population vaudoise ait voté utile de peur de voir l'UDC arriver au gouvernement.

Anaïs Timofte 27 ans, illustre inconnue en début d'année, a réussi, par son parcours de vie, par son dynamisme, par son culot, par certaines propositions développées, à trouver un public qui n'en peut plus de crouler sous le poids du système économique et de toutes les charges financières qui pèsent sur leur ménage. Réussir à faire 4743 suffrages, pour une jeune femme qui menait sa première campagne est vraiment un signe que d'une part, elle a démontré une certaine empathie et d'une autre, qu'une partie de la population a le sentiment d'un certain ras-le-bol contre ce système qui les exploite. De plus, pour notre parti, il nous semblait important en cette année de grève des femmes de féminiser la gauche de la gauche et d'une autre part de mettre en avant la relève du POP

Le POP, l'aiguillon de la gauche vaudoise

« Le POP véritable aiguillon pour une gauche vaudoise endormie », « le POP une gauche gilet jaune, qui n'oublie jamais la lutte des classes », on nous a même affublé de gauche mélenchoniste, ces propos à notre égard, dans la presse locale, ne peuvent qu'être réjouissants. Cela démontre qu'il y a une place pour une gauche combattive et populaire dans notre canton. Le POP a toujours joué ce rôle d'aiguillon, et ce n'est pas demain que nous allons changer de cap. Sur des

sujets aussi importants que le travail, l'écologie, la fiscalité, la santé, l'Europe etc... notre discours marque une certaine cassure avec les autres partis de gauche. C'est peut-être là notre force, celle de proposer un autre projet de société fondamentalement différent tant au niveau économique, social qu'écologique.

Un discours qui séduit jusque dans la branche gauche du PS et des Verts, comme nous l'avons constaté lors de cette campagne, évoquant un certain ras-le-bol de cette gauche institutionnelle axée sur une politique de compromis...

Quel avenir pour notre parti ?

Une chose est sûre, dans certaines régions du canton, beaucoup de citoyens nous ont remercié d'être à nouveau présent. C'est là qu'on s'aperçoit que la politique est une affaire de terrain, de rencontres avec la population et de liens associatifs, ce que le POP a toujours appliqué.

S'il est vrai que nous ne sommes moins ou plus présents dans certaines régions, notre parti a un intérêt grandissant à se mobiliser pour se développer dans les régions dites périphériques, et c'est là l'énergie que nous allons mettre dans les mois et années qui viennent. D'autant plus que les jeunes du parti poussent à ce que le POP se mobilise activement et partout. Ce regain de jeunesse qui a dynamisé notre campagne, a galvanisé l'ensemble du POP, ce qui est réjouissant pour l'avenir.

Si nous ne pouvons pas mettre nos forces dans toutes les régions, nous voyons de sérieuses possibilités, vu le contexte actuel, de nous réimplanter à Yverdon, à Vevey, à Nyon, de trouver de nouvelles

forces militantes dans le Chablais, sans négliger des régions comme Ste-Croix ou Moudon. La gauche combattive et populaire que nous défendons se doit de représenter aussi les régions rurales de par le combat de la lutte des classes et des travailleurs, mais aussi par le développement de projets en lien avec l'agriculture. La gauche fait une grossière erreur en laissant les régions rurales à l'alliance UDC-PLR qui ne défend ni les classes populaires ni les travailleurs qui sont aussi présents à la campagne.

Les élections fédérales de cet automne

Alors for de cette mobilisation, nous ne cachons pas notre enthousiasme pour les futures élections fédérales d'octobre avec pour objectif de retrouver un siège au parlement fédéral au détriment de la droite. Même si sous la coupole la gauche de la gauche sera extrêmement minoritaire notre présence est importante, car nous pouvons poser des questions qui dérangent, faire des propositions plus combattives ce qui donne une certaine visibilité à nos idées. Nous ne pouvons plus nous contenter d'un parlement avec une gauche, qui par des alliances parfois contre-nature, se compromet sur des projets fondamentaux tel que l'AVS et autres projets sociaux... Les luttes gagnées par le passé ne doivent plus être détricotées, et nous ne soignons pas des plaies béantes par de simples petits bouts de sparadrap. Un autre monde est possible, donnons-nous en les moyens !

Christophe Grand

POP & GAUCHE EN MOUVEMENT

Ce journal est gratuit, vous pouvez toutefois nous soutenir et nous aider à faire avancer vos idées en vous abonnant.

Abonnement annuel: 25Frs
Abonnement de soutien: 40Frs

CCP Résistance:
10-769952-7POP & GM, pl. Chauderon 5,
1003 Lausanne

Adhésion

J'aimerais adhérer au POP

Nom:

J'aimerais m'abonner à Résistance

Prénom:

J'aimerais abonner un-e ami-e à Résistance

Adresse:

N° tél.:

Adresse e-mail:

Signature:

A renvoyer à l'adresse suivante:

POP vaudois & Gauche en mouvement, Chauderon 5, 1003 Lausanne

Hommage à Jean Mayerat, jeune militant de 90 ans!

Notre camarade Jean Mayerat stupéfie tous ceux qui l'approchent par son extraordinaire jeunesse de corps et d'esprit. Pourtant, il a déjà derrière lui une vie riche et bien remplie.

Jean Mayerat est issu du milieu ouvrier. Il est né à Yverdon le 31 mars 1929 ...le jour de Pâques. Il affirme cependant aujourd'hui son «athéisme joyeux». Sa vie commence par un drame: le décès de sa mère. Malgré cela, il connaît une enfance heureuse. Il fréquente l'école primaire jusqu'à quinze ans, puis est porteur de pain à Zurich en 1944-45. Ensuite, il entre à la Poste comme facteur. Pendant toute sa jeunesse, il fréquente la cabane des Amis de la Nature aux Cluds sur Bullet, dans le Jura vaudois. Cette organisation avait été fondée en Autriche en 1890 pour essayer de sortir la classe ouvrière de l'ivrognerie et la faire accéder à la culture. Dans cette cabane se déroulent des discussions passionnées entre des ouvriers très cultivés, appartenant aux deux composantes de la gauche: social-démocrate et marxiste. C'est pour Jean une école de vie. Il a toujours été aussi un lecteur passionné: Gorki, Panaït Istrati, Balzac, Victor Hugo, Zola... D'octobre 1947 à l'été 1949, il est à Bâle. Là, il développe une formation politique et culturelle.

En 1950, il adhère tout naturellement au POP à Yverdon. Il y avait tant à faire à l'époque: correction des eaux de la Thièle, construction d'écoles et de logements ouvriers... Il est un membre actif du parti, et du Conseil communal, dont il assume la présidence en 1956. Il subit le contrecoup de son engagement. En 1950, le Conseil fédéral prend des mesures d'esprit maccarthyste contre les fonctionnaires jugés «indignes de confiance», les communistes bien sûr... Dans le canton de Vaud, trois employés sont exclus de la Poste. Vu son jeune âge, Mayerat est «rétrogradé au provisoire». Il quitte les PTT en 1953 et fait un apprentissage de dessinateur-architecte. Chaque changement dans ses activités l'a fait progresser.

En 1960, l'«affaire Mayerat» le fait connaître

On est alors en plein processus de décolonisation. A Yverdon, il y a la présence de déserteurs français qui refusent de participer à la guerre d'Algérie. Plusieurs militants de gauche apportent une aide au Front de libération nationale algérien. Mayerat fait deux transports en France du journal du FLN, El Moudjahid, qui est imprimé en Suisse. Au deuxième, le 13 août 1960, il est intercepté et arrêté à la douane, avec son épouse Anne-Marie. Dans les locaux de la police, il n'est pas vraiment torturé mais subit des sévices physiques et psychologiques. Puis il y a procès. Anne-Marie Mayerat est condamnée à la durée de la préventive, lui-même à un an d'emprisonnement, qu'il effectuera à la prison de Besançon. Il y découvre les militants du FLN, dont beaucoup sont analphabètes: Jean leur apprend un peu le français. Après cette «affaire» qui a fait beaucoup de bruit, Anne-Marie, pendant des années, ne retrouvera pas le moindre poste comme institutrice, alors qu'on est en pleine pénurie d'enseignants... Autre exemple d'«interdiction professionnelle»!

Quant à la fin de l'URSS, Jean Mayerat la ressent de ma-

nière ambivalente. C'est à ses yeux un désastre, car l'édification du socialisme en Union soviétique était liée à un espoir mondial pour des millions de gens. Il est de ceux qui ont longtemps cru qu'après les crimes de Staline, le système était réformable.

Une vie remplie aussi par les arts: cinéma et photographie

Avec sa caméra Paillard, alors la Rolls de l'époque, Jean Mayerat réalisera plusieurs films. Entre 1958 et 1962, il tourne Nuages sur le pays, qui s'inscrit dans la lutte contre la tentative du Conseil fédéral d'introduire des armes nucléaires dans l'armée suisse. Ce projet déclenche un vaste mouvement d'opposition, où l'on trouve des chrétiens, des pacifistes, des militant-e-s de gauche. C'est l'époque des Marches de Pâques et de l'exposition contre les armes nucléaires, parallèle à l'Expo 64. Mayerat réalise un beau documentaire sur la Vallée de Joux, Chronique d'une vallée du Jura vaudois (1969-1973). Ce film en couleurs, qui montre l'activité industrielle, notamment horlogère, mais aussi la vie sociale, culturelle, sportive et qui s'interroge sur l'avenir de la vallée entre espoirs et inquiétudes, n'a pas pris une ride.

Jean Mayerat a participé activement à la création de la collection Plans-Fixes, née en 1977. L'idée est de réaliser des films peu coûteux où puissent figurer des personnes intéressantes. A ce jour, Plans-Fixes compte environ 340 films.

Après avoir, comme tout le monde, pris des photos, Jean Mayerat apprend à l'âge de soixante ans le traitement de l'image sur un plan professionnel. Il réalise notamment un travail sur la femme noire émergeant du noir ou se fondant dans le noir. Aucun rapport avec les photos d'«indigènes» chargées de sexualité au temps du colonialisme! Il tente d'exprimer la noblesse et la dignité du corps de la femme. Cette démarche aboutit en 2008 à une exposition à l'Espace Arlaud à Lausanne. Il y aura aussi deux ou trois expositions de paysages.

Jean Mayerat vit aujourd'hui sa retraite à Rolle... même s'il ne s'est jamais senti «à la retraite»! Celle-ci a cependant été endeuillée par la perte de son épouse Anne-Marie, compagne de vie et de combats pendant soixante-et-un ans. Il continue à fréquenter assidûment expositions, conférences et autres manifestations publiques, politiques ou culturelles, et à pratiquer le ski de fond. Lucide sur le fait qu'il vit ses dernières années de vie, il croque celle-ci à pleines dents et fait bénéficier ses proches de son amitié chaleureuse.

Nous te souhaitons un très bon anniversaire, cher camarade Mayerat!

Pierre Jeanneret

Les lectrices et lecteurs qui voudraient en savoir plus sur Jean Mayerat peuvent visionner notre interview réalisée à Rolle le 23 avril 1998. Visible sur le site <http://bit.ly/PJ-videos>

